

*The H-Word : The Peripeteia of Hegemony*, de Perry Anderson,  
Londres et New York, Verso, 2017, 208 p.

Felix Fuchs et Emanuel Guay

Volume 39, numéro 2, 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1070048ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1070048ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fuchs, F. & Guay, E. (2020). Compte rendu de [*The H-Word : The Peripeteia of Hegemony*, de Perry Anderson, Londres et New York, Verso, 2017, 208 p.] *Politique et Sociétés*, 39(2), 186–188. <https://doi.org/10.7202/1070048ar>

pour une herméneutique davantage spéculative. Il y a donc dans son travail une tension entre un effort de contextualisation de la pensée des auteurs, effort auquel il nous convie dans *Aux quatre chemins*, et une tentation de l'historien de dégager des figures idéaltypiques à partir de Papineau et de Parent qu'il applique à d'autres époques et périodes de l'histoire canadienne, par exemple à l'analyse des conclusions du rapport Bouchard-Taylor dans *Un coin dans la mémoire*. Si la première démarche réclame une certaine prudence dans le maniement du contexte, la seconde, elle, relève d'une herméneutique qui risque d'appréhender le présent à partir d'une lunette un peu moins adaptée. Elle tend à imposer un métarécit aux spécificités des contextes politiques ultérieurs. Cette herméneutique questionne, interprète et ordonne le présent à partir de figures politiques auxquelles sont attribuées des logiques d'actions idéaltypiques décontextualisées et ancrées dans le passé. Si la première démarche relève de l'histoire dans la tradition de l'histoire sociale ou de l'École historique de Cambridge, la seconde démarche est plus risquée et nous semble s'inscrire en porte-à-faux avec le projet d'une histoire politique contextualisée.

Frédéric Guillaume Dufour  
Département de sociologie, Université  
du Québec à Montréal  
dufour.frederick\_guillaume@uqam.ca

---

***The H-Word: The Peripeteia of Hegemony***, de Perry Anderson, Londres et New York, Verso, 2017, 208 p.

L'ouvrage *The H-Word* de Perry Anderson vise à enrichir notre compréhension de l'ordre international contemporain en décrivant les différentes formes assumées à travers l'histoire par le concept d'hégémonie, de la Grèce antique à la République populaire de Chine en passant par ses relectures modernes en Europe et en Amérique. Anderson note d'emblée l'ambiguïté de ce concept, qui se situe à la croisée de la force et du consentement, de la menace et de la négociation.

Bien que la construction d'une force hégémonique ait été établie comme une priorité politique dans des contextes aussi variés que l'Athènes de Périclès ou les guerres de libération de 1813-1814 contre les troupes de Napoléon en Allemagne, son interprétation dominante de nos jours est plus étroitement liée aux bouleversements révolutionnaires du XX<sup>e</sup> siècle. Anderson décrit l'évolution de la pensée de Lénine sur la question des classes et des stratégies de transformation sociale, et notamment l'idée d'une dictature démocratique basée sur une alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Cette coalition révolutionnaire devrait imposer sa volonté par la force contre les propriétaires terriens et les capitalistes, tout en reposant sur un gouvernement par le consentement au sein de la coalition elle-même. Une telle stratégie supposait pour Lénine une éducation politique constante de la paysannerie par la classe ouvrière, afin de permettre la constitution d'une coalition ouverte au sein de laquelle le prolétariat composerait la principale force hégémonique.

La constitution d'un bloc hégémonique dirigé par le prolétariat était également perçue comme une priorité stratégique par Antonio Gramsci, bien qu'il ait proposé un changement décisif dans la définition de l'hégémonie en l'étendant à toute forme de gouvernement stable, quelle que soit la classe qui en bénéficie le plus directement. En incluant à la fois l'obtention du consentement et l'usage de la force dans sa conception élargie de l'hégémonie, le dirigeant communiste italien cherchait à comprendre comment l'ordre capitaliste occidental avait résisté à la vague révolutionnaire de 1917-1923. Deux facteurs se dégagent de son analyse, soit le rôle des strates intellectuelles dans la diffusion et l'internalisation des normes dominantes par les classes subordonnées et la densité des associations civiles qui défendent, d'une manière plus ou moins affirmée, les classes dirigeantes. Anderson souligne ici le contraste entre l'approche de Gramsci et celle préconisée par le juriste allemand Heinrich Triepel : là où le premier concevait l'hégémonie comme un ensemble

de relations entre les classes au sein d'un État donné, le second comprenait plutôt ce concept comme une caractéristique des relations entre les États.

Après une accalmie dans les décennies qui ont suivi la défaite militaire du Troisième Reich et l'instauration d'une démocratie libérale sous surveillance américaine en Europe occidentale, l'hégémonie a fait son grand retour dans les années 1970. Divers spécialistes des relations internationales ont alors mobilisé le concept d'hégémonie pour mieux saisir le rôle des États-Unis en tant que partenaire commercial central et force impériale dans l'ordre international d'après-guerre et, éventuellement, d'après-guerre froide. L'hégémonie a occupé une place croissante dans les débats politiques, en particulier après la fin des accords de Bretton Woods, la défaite des forces américaines aux mains du Front national de libération du Sud Viêt Nam et le premier choc pétrolier.

À gauche de l'échiquier politique, Anderson associe les relectures d'après-guerre du concept d'hégémonie à des interprétations divergentes de l'héritage de Gramsci, notamment au sein du Parti communiste italien. Tandis que le mouvement eurocommuniste s'efforçait de débarrasser la pensée gramscienne de tout élément léniniste, en associant sa conception de l'hégémonie à l'atteinte pacifique d'une majorité électorale, une lecture alternative insistait plutôt sur le rôle des conseils d'usine et de l'autonomie ouvrière, en se référant aux premiers articles de Gramsci pour l'hebdomadaire *Ordine Nuovo*.

Anderson situe ensuite les travaux de Stuart Hall, Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, Ranajit Guha et Giovanni Arrighi sur deux axes conceptuels opposés, soit la force et le consentement, d'une part, et les relations intranationales et internationales, d'autre part. En commençant par le « diagnostic gramscien » de Hall, Anderson expose les enjeux et les limites de la lutte politique et culturelle dans le paysage en constante évolution de l'hégémonie mondiale. La « vision d'un autre genre de modernité » proposée par Hall, qui aspirait « non pas à réformer,

mais à transformer la société » (p. 89 ; toutes les traductions des extraits du livre sont de nous), est juxtaposée à sa contrepartie populiste dans les travaux de Laclau et de Mouffe, ces derniers étant critiqués pour avoir détaché « les idées et les exigences politiques de leurs soubassements socioéconomiques d'une manière tellement radicale qu'elles peuvent, en principe, être appropriées par n'importe quel acteur pour n'importe quel projet politique » (p. 96).

L'ouvrage *Dominance without Hegemony* de Ranajit Guha, rédigé dans le cadre des débats internes au mouvement communiste indien dans les années 1970 (Harvard University Press), constitue pour Anderson un prolongement majeur de la pensée de Gramsci. En se concentrant sur les structures de pouvoir dans le contexte de la colonisation britannique de l'Inde, Guha démontre que ces structures se sont maintenues au sein de l'État postcolonial nouvellement indépendant. Anderson souligne l'importance du concept de « composition organique du pouvoir » mis de l'avant par Guha, qui permet de concevoir l'hégémonie à la fois comme un résultat contingent et une « condition fondamentale de la domination » (p. 102-103).

Après avoir dressé un portrait exhaustif des débats stratégiques au sein du Parti communiste chinois sur le rôle de la Chine en tant que force hégémonique, Anderson analyse les structures qui permettent actuellement au capitalisme de se reproduire à l'échelle internationale. La nouvelle *Pax Americana* a ainsi pris la forme d'un « système hégémonique », qui a été établi « non par des moyens coercitifs ou autoritaires, mais par l'intégration de son modèle inéquitable de pouvoir social dans les arrangements économiques domestiques d'autres États, avec les normes idéologiques, culturelles et politiques qui lui sont associées » (p. 148). Ce système hégémonique a permis au capitalisme de s'épanouir en développant « un bloc transnational d'inspiration néolibérale » (p. 149) qui s'appuie sur une classe moyenne mondiale émergente. Les programmes d'ajustement structurel ont effectivement permis une incorporation

politique et sociale des nouvelles classes moyennes du Brésil, de l'Inde et de la Chine au sein du projet hégémonique néolibéral, aux dépens d'un précarat mondial en constante expansion.

Ce système hégémonique représente, pour l'intellectuel Wang Hui, une nouveauté dans l'ordre international contemporain. En ne se limitant plus aux sphères des relations intranationales et internationales, la nouvelle « composante transnationale ou globale » de l'hégémonie, appelée « consumérisme », a ouvert « un terrain de capture idéologique dans le domaine de la vie quotidienne » (p. 151-152). Comme l'avance Anderson, « le capitalisme est fondamentalement un système de production, et c'est dans le travail aussi bien que dans le loisir que son hégémonie est reproduite à travers la "contrainte sourde du travail aliéné", comme l'appelait Marx, qui adapte incessamment ses sujets aux relations sociales existantes, en limitant leurs énergies et leur capacité à imaginer un monde alternatif et meilleur » (p. 152). Cette capture idéologique constitue la base d'une nouvelle hégémonie transnationale, dans laquelle une classe moyenne (supérieure) mondiale est devenue la plus importante base d'appui du système. De plus, la reproduction du capitalisme n'est plus simplement assurée par les États-Unis, mais est dorénavant administrée à travers une structure qui implique de nouveaux centres impériaux, comme la Chine et l'Allemagne. L'hégémonie n'est alors plus simplement un concept qui décrit comment les structures du pouvoir fonctionnent par la force ou le consentement. Le coup de théâtre est qu'elle est devenue une idéologie dominante: dans l'ordre international du XXI<sup>e</sup> siècle, la domination converge entièrement avec la gestion.

Felix Fuchs

*Candidat au doctorat en littérature,  
Université McGill  
felix.fuchs@mail.mcgill.ca*

Emanuel Guay

*Candidat au doctorat en sociologie,  
Université du Québec à Montréal  
guay.emanuel@courrier.uqam.ca*

***La fonctionnaire et le hijab. Liberté de religion et laïcité dans les institutions publiques québécoises***, de Bertrand Lavoie, Québec, Les Presses de l'Université de Montréal, 2018, 197 p.

Depuis plus de dix ans déjà, le Québec est taraudé par la question de la place des signes religieux au sein de sa fonction publique. Pas encore épuisés, bien qu'on ait légiféré en la matière, ces débats entourant la place des signes religieux auront désormais le bénéfice d'être éclairés par un ouvrage qui a le mérite d'approfondir la compréhension du sujet. C'est d'abord une thèse de doctorat que Bertrand Lavoie a rédigée sur le sujet, avant de l'adapter en livre. Publié en août 2018, l'ouvrage *La fonctionnaire et le hijab* se veut une analyse descriptive du vécu religieux des femmes qui portent le voile et de la façon dont elles négocient certaines pratiques religieuses, relatives à l'idée qu'elles se font de la laïcité. Pour ce faire, Lavoie a conduit une série de trente entretiens semi-dirigés d'une durée moyenne de une heure, auprès de musulmanes âgées de 19 à 32 ans et vivant principalement dans la grande région de Montréal. C'est ainsi qu'il a pu adroitement apercevoir le rapport empreint de réflexivité que celles-ci ont de la laïcité. L'interprétation qu'elles se font du principe de laïcité et son appropriation sont au cœur de l'analyse proposée par ce juriste.

Le livre se divise en deux parties. La première traite du rapport entre le droit et la religion. Lavoie y aborde les principes légaux et juridiques qui encadrent institutionnellement le port de signes religieux. Dans la seconde partie, la plus importante à notre avis, il donne la parole à une certaine catégorie de femmes qui portent le voile. C'est en s'appuyant sur les entrevues qu'il propose une analyse de leurs comportements religieux en lien avec la vision qu'elles se font de la laïcité québécoise. Toute l'habileté de cette démarche réside dans l'articulation fine entre le droit et la sociologie. C'est justement en puisant dans la littérature sociojuridique qu'il s'inspire du livre *The Common Place of Law* (University of Chicago Press, 1998), écrit par